

## APPEL A COMMUNICATIONS

- le GEHFA (Groupe d'Etudes – Histoire de la Formation des Adultes)
- le laboratoire SA-SO (Savoirs et socialisation en éducation et formation), Université de Picardie-Jules Verne
- le CURRAP (Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie)

co-organisent

### le colloque

# Syndicalisme et formations

## 3<sup>ème</sup> semaine de janvier 2008.

### à Amiens

Depuis ses origines, le mouvement syndical français est confronté au problème de la formation sous des aspects multiformes : la formation syndicale de ses militants et de ses cadres, la formation professionnelle de la main-d'œuvre, et plus largement ce qu'il est convenu d'appeler l'éducation populaire.

Le champ d'investigation est vaste et, compte tenu de la place accordée en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, à la « formation et à l'éducation tout au long de la vie », de plus en plus d'actualité. Et pourtant, c'est un territoire où les chercheurs ne s'aventurent guère. Il est par exemple significatif qu'en 34 ans d'existence, la revue *Education permanente* ait attendu 2003 pour consacrer un numéro au thème de la « formation syndicale ». Autre indice de la disgrâce qui semble frapper cet objet : voilà maintenant près d'un quart de siècle qu'a paru *l'Histoire de l'éducation des adultes en France* de Noël Terrot. Depuis, aucune étude d'ampleur comparable n'est venue enrichir les connaissances scientifiques. Cependant, des chercheurs s'attachent à explorer des aspects restés ignorés et contribuent à renouveler les problématiques. Ceux qui travaillent sur la genèse du dispositif français de formation professionnelle, croisent les syndicats et ne manquent pas de les intégrer à leurs questionnements. C'est dans ce cadre-là que Lucie Tanguy a récemment retracé la genèse, décrit le mode de fonctionnement et analysé les pratiques pédagogiques des Instituts du travail fondés par Marcel David à l'orée des années 1950. Inversement, ceux qui travaillent sur le mouvement ouvrier rencontrent la formation et mesurent la place qui fut la sienne dans l'histoire du syndicalisme. On le voit, le champ recèle des gisements prometteurs qui restent à explorer.

C'est donc dans le souci de dresser un bilan des recherches récentes et en cours, tant pour leurs sources, leurs problématiques que pour leurs résultats, que s'inscrit ce colloque.

La période retenue est volontairement large : des origines du mouvement syndical français (XIX<sup>e</sup> siècle) jusqu'à la promulgation de la loi du 4 mai 2004 relative à la formation tout au long de la vie et au dialogue social.

Le colloque est ouvert aux historiens, sociologues, politologues et juristes qu'intéresse un thème à la croisée des problèmes du syndicalisme, des relations professionnelles, des mouvements sociaux et de l'Etat social. Il s'adresse également aux syndicalistes préoccupés par la sauvegarde des archives du mouvement ouvrier, soucieux de conduire, avec les chercheurs, une réflexion inédite sur la mémoire et l'histoire de leurs organisations et, plus largement, aux militants concernés par l'éducation et la formation tout au long de la vie.

Dans cette perspective, les propositions de communication considéreront :

- **La genèse des conceptions et des pratiques de la formation des militants et cadres syndicaux.**

Il s'agit d'identifier et d'analyser, sur le long terme, les références, les modèles, les conceptions de la formation dans le monde syndical. Fort des acquis historiographiques existants, le colloque s'efforcera, d'élargir, de reformuler et de renouveler quelques interrogations. Il serait, par exemple, intéressant de réinterroger le rôle joué par les Bourses du Travail dans la mise en place de véritables services sociaux comme le placement, les bibliothèques, les soins médicaux, mais aussi la formation professionnelle à destination de la population ouvrière, formation dont les finalités étaient autant politiques que professionnelles. Pourront également être soumis à questionnement, les rapports des syndicalistes avec l'éducation ouvrière que ce soit dans la perspective des Universités populaires à partir de l'extrême fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ou dans celle des organisations qui, comme la CGT, la CGTU ou la CFTC entre les deux guerres, mirent en place des structures de formation comme l'Institut supérieur ouvrier, le Centre confédéral de culture et d'éducation ouvrière, les Collèges du travail ou les Ecoles normales ouvrières. La formation des militants et des cadres revêt de multiples usages qui varient selon les organisations et les périodes historiques. Ainsi, dans le contexte de la Guerre froide, la division du mouvement syndical a conduit les différentes confédérations à produire des formations en conformité avec les projets politiques explicites ou implicites qui sous-tendaient leurs visions de la société à faire advenir. Mais, à l'intérieur d'une même organisation, on peut aussi utiliser les stages de formation pour faire triompher une ligne politique dans le cadre des luttes internes pour le pouvoir. Dans ces conditions, la désignation des formateurs, la définition des programmes d'études, le choix des méthodes pédagogiques reflètent des visions antagonistes de la stratégie syndicale. Il est aussi des périodes au cours desquelles le pouvoir politique, par ses initiatives, interroge le rôle et les missions des militants dans l'entreprise. C'est ainsi, qu'en mettant à la disposition des comités d'entreprise des experts capables d'intervenir dans une multiplicité de champs – hygiène et sécurité, comptabilité, technologies, médecine du travail, etc... – les lois Auroux ont sans doute marqué un tournant dans la conception que les militants se faisaient de leur rapport au savoir et à la formation.

L'étude des modes de formation en usage dans ces dispositifs serait certainement riche d'enseignements sur la manière dont ont pu se construire, à différents niveaux, les savoirs et les compétences spécifiques à chacune de ces organisations. Cela permettrait également d'inscrire dans une perspective historique longue la question des rapports entre le militantisme syndical, la construction et la nature des savoirs ainsi produits.

- **Le syndicalisme, la formation professionnelle tout au long de la vie et le dialogue social.**

Un certain nombre de faits récents signalent des transformations importantes dans l'histoire de la formation et de ses rapports avec les organisations syndicales. Ainsi, la loi du 17 janvier 2002 dite de « modernisation sociale » introduit une mutation décisive du rôle social des certifications professionnelles. En particulier, l'irruption de la Validation des Acquis de l'Expérience pose de nombreuses questions parmi lesquelles celle de son application à la vie militante : dans quelles mesures est-il pertinent de parler de validation des acquis de l'expérience militante ? La signature, le 20 septembre 2003, par l'ensemble des organisations syndicales, de l'Accord national interprofessionnel sur l'accès des salariés à la formation tout au long de la vie professionnelle suscite de nombreuses interrogations. Enfin, en associant dans son titre même les termes « formation » et « dialogue social », la loi du 4 mai 2004 a modifié en profondeur le dispositif de formation né de la loi de 1971 comme en témoignent l'instauration d'un Droit Individuel à la Formation et l'incitation faite aux salariés de se former hors du temps de travail. Tous ces faits posent des questions majeures concernant l'articulation entre temps de travail et temps de formation ; les rapports entre formation et éducation. Ils invitent à explorer et à approfondir ce qui se joue, du côté des organisations syndicales, autour de la notion de « formation professionnelle tout au long de la vie ». Il importe donc de cerner au plus près les conceptions, les analyses et les projets des syndicats à propos de ces changements en les

resituant dans l'histoire des apports du syndicalisme aux problématiques de la formation et de l'éducation.

- **Les syndicats et l'éducation : formations initiales, formations continues, éducation populaire, action culturelle.....**

Au-delà des usages internes de la formation, il convient aussi de porter le regard sur la manière dont les syndicalistes ont, tout au long de leur histoire, interrogé les finalités de l'instruction et de la formation dispensées par les institutions scolaires et comment ils ont pesé pour en infléchir les grandes orientations. Ainsi il serait intéressant d'examiner comment les syndicats ont réagi à la mise en place du dispositif d'instruction primaire gratuite et obligatoire. De la même façon, on pourrait étudier leurs réactions à l'institution d'une formation professionnelle en écoles au début du XX<sup>e</sup> siècle, et à la création d'un enseignement professionnel court à la Libération. Quelles positions ont été les leurs sur la place et le rôle qui étaient assignés dans l'organisation du travail aux jeunes sortant de ces différents établissements ? Par ailleurs, on ne peut pas ignorer le rôle du syndicalisme des enseignants dans cette histoire. Que ce soit entre les deux guerres où ils étaient partie intégrante des confédérations ouvrières (la Fédération Générale de l'Enseignement dans la CGT et le SGEN dans la CFTC) ou après le passage à l'autonomie du plus puissant d'entre eux (la Fédération de l'Education Nationale) en 1948, ils furent des acteurs importants, partenaires ou opposants du pouvoir politique, qui prirent leur part dans la définition et dans la mise en œuvre des politiques d'éducation et de formation. L'articulation de leurs idées et de leurs actions avec celles des grandes confédérations mériterait, de ce point de vue, une attention particulière. Enfin, de tout temps, les syndicalistes se sont intéressés à l'éducation populaire tant il est vrai que, dans leur esprit, éducation et émancipation avaient partie liée. Que ce soit pour participer aux mouvements d'éducation populaire ou pour ouvrir les voies d'une « éducation ouvrière », ils s'inscrivaient dans des projets novateurs de transformation de la société élargissant ainsi leurs activités militantes du « social » au « culturel ». Aussi, serait-il bienvenu que soient explorées les filiations, les intersections, les complémentarités mais aussi les oppositions, voire les ruptures, entre le syndicalisme et des champs d'activités que nous avons pris l'habitude de distinguer : l'éducation populaire, l'éducation ouvrière, l'animation socio-culturelle, l'action culturelle, etc...

### **Propositions de contributions :**

Les propositions de contribution devront être accompagnées d'un texte de présentation de 3 000 signes maximum, ainsi que des titres et qualités de l'auteur, son adresse électronique et postale.

Elles seront à envoyer avant le 1<sup>er</sup> juin 2007,

- soit par courrier électronique à : [contact@gehfa.com](mailto:contact@gehfa.com);
- soit par courrier postal à Guy Brucy, Le colombier, 45360 Châtillon-sur-Loire

Le comité scientifique fera connaître son avis aux auteurs des propositions au plus tard le 30 juin 2007.

Les auteurs dont le texte aura été accepté devront ensuite faire parvenir leur texte complet avant le 15 novembre 2007.

**Pour tout contact écrire à : [contact@gehfa.com](mailto:contact@gehfa.com)**

**Des précisions complémentaires sur le site du gehfa ([www.gehfa.com](http://www.gehfa.com)), page « Colloque d'Amiens » : [http://www.gehfa.com/93\\_Colloque\\_Amiens/Accueil\\_colloque\\_amiens.htm](http://www.gehfa.com/93_Colloque_Amiens/Accueil_colloque_amiens.htm)**